DIAL 2439

CHILI - Des documents récemment déclassifiés fournissent la preuve définitive de l'intervention des États-Unis en faveur du coup d'État de Pinochet

mardi 16 janvier 2001, mis en ligne par Dial

Plus de 16 000 documents ont été déclassifiés récemment aux États-Unis, dont plus de 1 500 en provenance des archives de la CIA. Ils comportent des informations claires sur le rôle joué par les États-Unis pour renverser le président Salvador Allende (1970-1973) et soutenir le régime du général Augusto Pinochet. Texte paru dans Actualidad Latinoamericana *décembre 2000 (Instituto Internacional del Desarrollo, Madrid).*

Le gouvernement des États-Unis a publié le 13 novembre de nouveaux documents qui, pour la première fois, prouvent officiellement leur responsabilité dans le coup d'État militaire au Chili en 1973 et qu'ils étaient au courant de la coordination entre les dictatures du Cône Sud pour réprimer les opposants à travers les frontières. Ces documents complètent la vérification ordonnée par le président Clinton en 1999 après la détention à Londres de l'ex-chef du gouvernement militaire Augusto Pinochet. Parmi les documents se trouve un mémorandum de Henry Kissinger, alors conseiller à la présidence en matière de sécurité nationale, au président Richard Nixon, dans lequel on parle ouvertement d'un « plan d'action clandestine ». Un autre document déclassifié montre la façon dont le groupe de l'extrême droite chilienne, Avanzada Nacional, relié à la Centrale nationale de renseignements (la CNI, qui a succédé à la DINA), avait prévu d'assassiner en décembre 1989, quand la dictature de Pinochet vivait ses derniers mois, Patricio Aylwin, alors président élu, pour empêcher la transition vers la démocratie.

L'histoire de la participation nord-américaine dans le coup d'État contre le président socialiste Salvador Allende est suffisamment documentée et on cite, par exemple, l'engagement du président Nixon de « faire tout ce que nous pourrons pour faire tomber Allende », après l'échec des tentatives pour empêcher son accession à la présidence. Dans cette troisième et dernière remise de documents du Projet de déclassification sur le Chili, on relève les documents sur l'affaire des assassinats d'Orlando Letelier et de sa secrétaire à Washington, qui révèlent comment le dictateur Pinochet a demandé personnellement à Stroessner qu'il procure des passeports paraguayens, sous d'autres identités, pour Michael Townley et le commandant Armando Fernández, les deux agents des services secrets chiliens qui ont participé à l'assassinat.

Le gouvernement de Ricardo Lagos a déclaré qu'il ne protesterait pas maintenant auprès des États-Unis au sujet de l'intervention de la CIA au Chili lors d'administrations passées et il a apprécié l'attitude du gouvernement de Clinton comme un geste de transparence, en remarquant que ce matériel sera une précieuse contribution pour éclaircir la vérité historique au Chili.

Par contre, le Parti socialiste a réagi avec malaise face aux documents déclassifiés, en déclarant que le gouvernement étasunien doit une explication non seulement aux autorités mais à tous les Chiliens « pour son attitude interventionniste ». Le ministère des Affaires étrangères, entre-temps, a désigné 15 experts

pour qu'ils classent et lisent les documents, et la ministre, Soledad Alvear, a reconnu que « nous ne pouvons pas ignorer que ces documents permettent de constater une intervention évidente et inacceptable des États-Unis dans nos affaires intérieures », motif pour lequel elle avait déjà envoyé le 27 septembre une note de protestation au gouvernement des États-Unis, dans lequel elle exprimait son inquiétude et son rejet de telles actions.

Une intervention de la part des États-Unis ne se répétera plus

En réponse à la note de protestation, le gouvernement nord-américain a répondu le 21 novembre (55 jours après), qu'il reconnaissait la participation de ses agences pour saper la cause des droits humains et de la démocratie au Chili, ainsi que pour accroître la polarisation politique avant, pendant et après l'administration de Salvador Allende. Dans la même réponse, le gouvernement des États-Unis a déclaré que, grâce à un processus de révision, un changement important s'est produit dans sa politique et dans ses actions, en conséquence de quoi « il soutient complètement la démocratie, les droits humains et l'état de droit au Chili. »

Cette troisième déclassification comprend des archives de 1978 à 1991, mais il y a aussi des documents de périodes antérieures, dont la diffusion avait toujours été bloquée par la CIA dans le passé. En juin 1999, plusieurs agences étasuniennes ont d'abord livré plus de 5 800 documents, couvrant les années 1973 à1978. Le 8 octobre de l'année passée, 1 100 autres documents ont été remis, datés de 1968 à 1973. Sur l'ensemble de plus de 16 000 archives révélées, 13 050 environ proviennent du Département d'État, 620 du FBI, 370 du ministère de la défense, 310 de la NARA (Archives nationales), 50 du ministère de la justice et 110 du Conseil national de sécurité, organisme qui a coordonné le processus de révision des archives jusqu'alors classées confidentielles.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 2439.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : *Actualidad Latinoamericana*, décembre 2000.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - http://www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.